|  |  |
| --- | --- |
| interreg_ALCOTRA_FR-IT_RGB | *Programme de Coopération INTERREG V-A France-Italie ALCOTRA*  *Programma di Cooperazione INTERREG V-A Francia-Italia ALCOTRA* |

|  |  |
| --- | --- |
| CONVENTION  DE COOPERATION  TRANSFRONTALIERE  pour la réalisation du projet intitulé :  ***« <titre> »***  dans le cadre du Plan intégré ***<territorial ou thématique>***  ***<titre et acronyme>***  Version 2.0 du 18/09/2017 | CONVENZIONE  DI COOPERAZIONE  TRANSFRONTALIERA  per la realizzazione del progetto denominato:  ***«<titolo>»***  nel quadro del Piano integrato ***<territoriale o tematico>***  ***<titolo e acronimo>***  Bozza 2.0 del 18/09/2017 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ENTRE  ***<Partenaire n°1>*,** représenté par **<*Monsieur ou Madame X>*,** en qualité de ***<fonction>,*** ci-après dénommé chef de file unique,  ET  ***<Partenaire n°2>*,** représenté par **<*Monsieur ou Madame Y>*,** en qualité de ***<fonction>***, ci-après dénommé partenaire transfrontalier,  ET (éventuellement)  ***<Partenaire n°3>*,** représenté par **<*Monsieur ou Madame Z>*,** en qualité de ***<fonction>,*** ci-après dénommé partenaire,  VU les règlements européens portant dispositions des Fonds structurels et plus particulièrement les règlements (UE) 1299/2013 et 1303/2013 ;  VU le Programme de Coopération INTERREG V-A France-Italie ALCOTRA 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 28/05/2015 par décision C (2015) 3707 ;  VU le Document de mise en œuvre du Programme ALCOTRA adopté par le Comité de Suivi du programme le 15/06/2015, et ses modifications et compléments successifs ;  VU l’appel à projets approuvé par le Comité de Suivi du programme par le biais d’une consultation écrite conclue le 16/12/2016 ;  **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**  **Article 1 – Objet**  La présente convention définit les modalités de coopération entre les ***<nombre>*** parties signataires et leurs responsabilités respectives pour la réalisation du projet de coopération transfrontalière intitulé : ***« <titre> »*** dans le cadre du Programme.  La candidature déposée sous Synergie CTE et ses annexes font partie intégrante de la présente convention.  Toute modification du projet résultant de l'instruction devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.  **Article 2 – Désignation du chef de file unique**  Les partenaires désignent d’un commun accord ***<Partenaire n° 1>*** comme chef de file unique du projet qui assume :   * la responsabilité du projet devant l’Autorité de Gestion et l'Autorité de Certification ; * la fonction de référent unique du projet vis-à-vis de l'Autorité de Gestion et de Certification ; * la coordination des autres partenaires signataires de la présente convention.   **Article 3 – Durée**  La présente convention est conditionnée à la signature de la convention FEDER entre l’Autorité de Gestion et le bénéficiaire chef de file.  La durée du projet est la suivante : ***<durée en mois>.***  La convention de coopération reste en tout état de cause en vigueur jusqu’à la clôture administrative et financière du projet, c’est-à-dire lorsque le bénéficiaire chef de file sera totalement déchargé de ses obligations envers ses partenaires et envers l’Autorité de Gestion.  **Article 4 – Obligations et responsabilités communes à tous les partenaires**  Les obligations ci-dessous concernent aussi bien le bénéficiaire chef de file que les partenaires de l’opération :   * respect des règles de la commande publique ; * respect des règles en matière d’aides d’Etat ; * respect des principes horizontaux de l’Union Européenne (égalité entre les hommes et les femmes, non-discrimination et développement durable) ; * respect des règles en matière d’information et de communication relatives aux fonds européens ; * prévention des fraudes et conflits d’intérêt ; * soumission aux contrôles et audits ; * suivi stratégique de l’opération et suivi/évaluation de l’opération (à l’aide notamment des indicateurs définis dans le formulaire de candidature).   **Article 5 – Obligations et responsabilités du chef de file unique**  Le chef de file unique présente, au nom de tous les partenaires, la demande de subvention publique pour la réalisation du projet et s'engage à :   * répondre, en tant que référent unique et en accord avec les autres partenaires, aux demandes d'information ou de modification faites par l’AG ; * communiquer aux autres partenaires les résultats de l'instruction et les décisions adoptées par le Comité de suivi, et à communiquer à l’Autorité de Gestion l’acceptation des modifications et des prescriptions adoptées ; * veiller au démarrage coordonné du projet, ainsi qu'à son exécution selon les modalités et les délais prévus dans la fiche-projet ; * informer l'Autorité de Gestion du démarrage du projet ; * procéder aux demandes de versement des crédits FEDER et transférer aux autres partenaires, dans les délais les plus brefs et intégralement, leur quotes-parts respectives ; * garantir à l'Autorité de Gestion la tenue d'un système comptable distinct ou d’une codification comptable appropriée ; * fournir à l'Autorité de Gestion des informations régulières sur l'avancement physique, administratif et financier, nécessaires à la mise en place du système de suivi ; * répondre de l’avancement du projet en termes d’exécution physique et en particulier répondre des fonds FEDER qui lui sont directement versés par l’Autorité de Certification ; * reverser à l’Autorité de Gestion tout ou partie de la subvention FEDER en cas d’indus à recouvrer suite à des irrégularités constatées par les autorités responsables des contrôles et audits prévus par la réglementation de référence ; * transmettre à l’AG un rapport final d’exécution dans les conditions fixées par le DOMO.   **Article 6 – Obligations et responsabilités des autres partenaires**  Les partenaires acceptent la coordination technique et administrative du chef de file unique afin de permettre à ce dernier de remplir ses obligations à l'égard de l'Autorité de Gestion et de l'Autorité de Certification. De plus, ils s'engagent à :   * fournir rapidement les réponses aux demandes d'information ainsi que les éventuels documents complémentaires nécessaires au cours de l'instruction ; * communiquer au chef de file l'acceptation des décisions et des modifications éventuelles qui ont été adoptées lors du Comité de Suivi ; * réaliser les activités respectives selon les modalités et les délais prévus dans le projet approuvé ; * transmettre au chef de file unique des informations régulières sur l'avancement physique, administratif et financier, nécessaires à la mise en place du système de suivi , ainsi que toutes informations nécessaires à la préparation du rapport final d’exécution ; * reverser au bénéficiaire chef de file tout ou partie de la subvention FEDER perçue en cas d’indus à recouvrer suite à des irrégularités constatées par les autorités responsables des contrôles et audits prévus par la réglementation de référence sur la partie de l’opération qui les concerne.   **Article 7 – Engagements financiers**  Chaque partenaire garantit la couverture financière de ses activités conformément au plan de financement tel que décrit dans le projet approuvé.  Les partenaires français, le cas échéant, s’engagent à garantir les contreparties publiques nationales selon la répartition indiquée dans le plan de financement.  **Article 8 – Cofinancement européen**  Le chef de file sollicite au nom de tous les partenaires la subvention FEDER.  Les demandes de versements sont transmises par le chef de file. L'AC effectue le paiement du FEDER directement au chef de file sur la base des dépenses certifiées (hors avance).  Ce dernier dispose d'un délai de 30 jours pour reverser la quote-part correspondante à chacun des partenaires en ne procédant à aucune déduction ou retenue, ni à aucun autre prélèvement spécifique ou prélèvement d'effet équivalent qui réduirait le montant.  Une avance et des acomptes peuvent être versés selon les conditions et modalités prévues par le DOMO.  La répartition de l'avance, des acomptes et du solde entre le chef de file et ses partenaires est calculée par l'AG.  En cas de suspension de paiement par la Commission européenne, l’AG se réserve la possibilité de retarder les paiements des subventions FEDER aux bénéficiaires, dans l’attente d’être remboursée, conformément à l’article 132 du règlement 1303/2013. Article 9 – Confidentialité et droits de propriété intellectuelle Le bénéficiaire chef de file et ses partenaires s’engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l’objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l’autre partie.  La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.  Les productions (matérielles ou immatérielles) liées au projet sont la propriété conjointe de l’ensemble du partenariat. Chaque partenaire doit accorder aux autres un droit d’utilisation non exclusive des productions. Chaque partenaire peut ainsi utiliser librement et gratuitement les résultats de l’opération.  Les partenaires autorisent par la présente convention l’utilisation gratuite des produits et résultats du projet par toute personne ou organisation intéressée. Article 10 – Litiges La présente convention est régie par la législation du pays du chef de file unique, sans préjudice de l’application d’éventuelles dispositions prévues par la réglementation européenne.  Fait à ***<ville>***,  en ***<chiffre>*** exemplaires,  le ***<date>*** | | TRA  ***<Partner n°1>*,** rappresentato dal **<*Signor o Signora X>*,** in qualità di ***<funzione>,*** in seguito denominato partner capofila,  E  ***< Partner n°2>*,** rappresentato dal ***<Signor o Signora Y>*,** in qualità di ***<funzione>***, in seguito denominato partner transfrontaliero,  E (eventualmente)  ***< Partner n°3>*** rappresentato dal ***<Signor o Signora Z>*,** in qualità di <***funzione>***, in seguito denominato partner,  VISTI i regolamenti comunitari che disciplinano gli interventi dei Fondi strutturali ed in particolare i regolamenti (UE) 1299/2013 et 1303/2013;  VISTO il Programma di Cooperazione INTERREG V-A Francia-Italia ALCOTRA 2014-2020 approvato dalla Commissione europea il 28/05/2015 con decisione C (2015) 3707;  VISTO la Guida di attuazione ALCOTRA adottata dal Comitato di Sorveglianza del programma il 15/06/2015, e s.m.i.;  VISTO il bando approvato dal Comitato di Sorveglianza del programma tramite procedura scritta conclusasi il 16/12/2016;  **si conviene e si stipula quanto segue:**  **Articolo 1 – Oggetto**  La presente convenzione definisce le modalità di cooperazione tra le ***<numero>*** parti firmatarie e le loro rispettive responsabilità per la realizzazione del progetto di cooperazione transfrontaliera denominato: ***«<titolo>».***  La candidatura presentata sul sistema Synergie CTE e i relativi allegati, costituiscono parte integrante della presente convenzione.  Le eventuali modifiche al progetto derivanti dall'istruttoria dovranno essere oggetto di una clausola aggiuntiva alla presente convenzione.  **Articolo 2 – Designazione del capofila unico**  I partner designano di comune accordo ***<Partner n° 1>*** quale capofila unico del progetto, il quale assume:   * la responsabilità del progetto nei confronti dell’Autorità di Gestione e dell’Autorità di Certificazione; * la funzione di referente unico nei confronti dell’Autorità di Gestione e dell’Autorità di Certificazione; * il coordinamento degli altri partner firmatari della presente convenzione.   **Articolo 3 – Durata**  La validità della presente convenzione è subordinata alla firma della convenzione FESR tra l’Autorità di Gestione ed il beneficiario capofila.  La durata del progetto é di: ***<durata in mesi>.***  La convenzione di cooperazione resta in vigore fino alla conclusione amministrativa e finanziaria del progetto, ovvero finché il beneficiario capofila avrà assolto tutti i suoi obblighi nei confronti dei suoi partner e dell’Autorità di Gestione.  **Articolo 4 – Obblighi e responsabilità comuni a tutti i partner**  Gli obblighi di seguito elencati riguardano sia il beneficiario capofila che i partner dell’operazione:   * rispetto delle norme inerenti gli appalti pubblici; * rispetto delle norme in materia di aiuti di Stato; * rispetto dei principi orizzontali dell’Unione Europea (pari opportunità tra uomini e donne, lotta alla discriminazione e sviluppo sostenibile); * rispetto delle regole in materia di informazione e comunicazione inerenti i Fondi Europei; * prevenzione delle frodi e dei conflitti di interesse; * assoggettamento ai controlli e agli audit; * monitoraggio strategico dell’operazione e monitoraggio/valutazione dell’operazione (in particolare attraverso gli indicatori definiti nel formulario di candidatura).   **Articolo 5 – Obblighi e responsabilità del capofila unico**  Il capofila unico presenta a nome di tutti i partner la domanda di finanziamento pubblico per la realizzazione del progetto e si impegna a:   * rispondere, in qualità di referente unico per tutti i partner, alle richieste di informazioni o di modifiche avanzate dall'Autorità di Gestione; * comunicare ai partner i risultati dell’istruttoria e le decisioni assunte dal Comitato di Sorveglianza e all’Autorità di Gestione l’accettazione delle modifiche e delle prescrizioni adottate; * organizzare l’avvio coordinato del progetto e controllare che le attività siano realizzate secondo le modalità e i tempi previsti nella scheda progettuale; * comunicare all'Autorità di Gestione la data di avvio del progetto; * effettuare le domande di versamento dei fondi FESR e trasferire agli altri partner, integralmente e nel più breve tempo possibile, le rispettive quote; * garantire all'Autorità di Gestione la tenuta di un sistema contabile distinto o di una codificazione contabile adeguata; * fornire all'Autorità di Gestione regolari informazioni sull’avanzamento fisico, amministrativo e finanziario, necessarie all’implementazione del sistema di monitoraggio; * rispondere dell’avanzamento del progetto a livello di realizzazione fisica e in particolare rispondere del FESR direttamente versatogli dall’Autorità di Certificazione; * restituire all’Autorità di Gestione la totalità o quota parte del contributo FESR indebitamente percepito qualora le autorità responsabili dei controlli e degli audit previsti dai regolamenti di riferimento accertino delle irregolarità; * trasmettere all’AG un rapporto finale di esecuzione secondo le prescrizioni indicate dalla Guida di Attuazione.   **Articolo 6 – Obblighi e responsabilità degli altri partner**  I partner del progetto accettano il coordinamento tecnico e procedurale del capofila al fine di permettere a quest’ultimo di rispettare gli obblighi assunti nei confronti delle Autorità di Gestione e di Certificazione e provvedono a:   * dare rapidamente una risposta alle richieste di informazioni e fornire eventuali documenti integrativi necessari per lo svolgimento dell’istruttoria; * comunicare al capofila unico l'accettazione delle decisioni e delle eventuali modifiche adottate dal Comitato di Sorveglianza; * realizzare le rispettive attività secondo le modalità e i tempi previsti nel progetto approvato ; * trasmettere al capofila unico regolari informazioni sull’avanzamento fisico, amministrativo e finanziario, necessarie all’implementazione del sistema di monitoraggio, nonché tutte le informazioni necessarie alla preparazione del rapporto finale di esecuzione; * restituire al beneficiario capofila la totalità o quota parte, per la parte di loro competenza, del contributo FESR indebitamente percepito qualora le autorità responsabili dei controlli e degli audit previsti dai regolamenti di riferimento accertino delle irregolarità.   **Articolo 7 – Impegni finanziari**  Ogni partner garantisce la copertura finanziaria della parte di propria competenza secondo quanto previsto dal piano finanziario come descritto nel progetto approvato.  I partner francesi si impegnano a garantire le contropartite pubbliche nazionali francesi secondo la ripartizione indicata nel piano di finanziamento.  **Articolo 8 – Cofinanziamento europeo**  Il capofila richiede, a nome di tutti i partner, il contributo FESR.  Le richieste di pagamento sono trasmesse dal capofila. L'AC effettua il pagamento del FESR direttamente al capofila sulla base delle spese certificate (anticipi esclusi).  Quest’ultimo dispone di un termine di 30 giorni per riversare la quota parte che spetta a ciascuno dei partner, senza applicare deduzioni, trattenute o prelevamenti di altro tipo che riducano l’importo previsto.  Un anticipo e degli acconti possono essere versati secondo le condizioni e le modalità previste nella Guida di Attuazione.  La ripartizione dell'anticipo, degli acconti e del saldo tra il capofila e i partner è calcolata dall'AG.  In caso di sospensione dei pagamenti da parte della Commissione europea, l'AG si riserva la possibilità di ritardare i pagamenti delle sovvenzioni FESR ai beneficiari, in attesa di essere rimborsata, conformemente all'articolo 132 del regolamento 1303/2013. Articolo 9 – Riservatezza e diritti di proprietà intellettualeIl beneficiario capofila ed i suoi partner si impegnano a garantire la riservatezza di ogni documento, informazione o altro materiale in relazione diretta con l’oggetto della convenzione, qualificati come riservati, la cui divulgazione potrebbe causare pregiudizio alle altre parti. La riservatezza è applicata fatto salvo il rispetto delle regole di pubblicità previste dalla normativa europea.  I prodotti (materiali ed immateriali) inerenti il progetto sono proprietà congiunta dell’insieme del partenariato. Ciascun partner deve concedere agli altri un diritto di utilizzo non esclusivo dei prodotti realizzati.  Ogni partner può quindi utilizzare liberamente e gratuitamente i risultati dell’operazione.  I partner autorizzano con la presente convenzione l’utilizzo gratuito dei prodotti e dei risultati del progetto da parte di qualsiasi persona o organizzazione interessata. Articolo 10 – Controversie La presente convenzione è regolata dalle leggi del paese del capofila unico, fatta salva l’applicazione di eventuali disposizioni previste dalla normativa europea.  Fatto a ***<città>,***  in ***<numero>*** esemplari,  il ***<data>*** | |
| Pour / Per***< partenaire/partner n°1>,*** <fonction et nom / funzione e nome>« Lu et approuvé » / « Letto e approvato » Signature et cachet /Firma e timbro | Pour / Per***< partenaire/partner n°2>,*** <fonction et nom / funzione e nome>« Lu et approuvé » / « Letto e approvato » Signature et cachet /Firma e timbro | | Pour / Per***< partenaire/partner n°3>,*** <fonction et nom / funzione e nome>« Lu et approuvé » / « Letto e approvato » Signature et cachet /Firma e timbro |
|  |  | |  |